

L'Historiographie Classique de la Révolution Française

Author(s): Albert Soboul

Source: *Historical Reflections / Réflexions Historiques*, Vol. 1, No. 2 (Winter/hiver 1974), pp. 141-167

Published by: Berghahn Books

Stable URL: <https://www.jstor.org/stable/41298650>

Accessed: 05-11-2019 13:47 UTC

JSTOR is a not-for-profit service that helps scholars, researchers, and students discover, use, and build upon a wide range of content in a trusted digital archive. We use information technology and tools to increase productivity and facilitate new forms of scholarship. For more information about JSTOR, please contact support@jstor.org.

Your use of the JSTOR archive indicates your acceptance of the Terms & Conditions of Use, available at <https://about.jstor.org/terms>



JSTOR

Berghahn Books is collaborating with JSTOR to digitize, preserve and extend access to *Historical Reflections / Réflexions Historiques*



L'Historiographie Classique de la Révolution Française

Sur des controverses récentes

Albert Soboul

I

La Révolution française a été souvent présentée comme le couronnement du siècle des Lumières et donc essentiellement comme un fait idéologique. Elle apparaît encore comme telle dans l'oeuvre d'Aulard.¹ Jaurès le premier a voulu y voir un phénomène social et donc d'origine économique.² Non que Jaurès ait dénié toute importance au mouvement philosophique. "Autant il serait vain et faux, écrit-il dans l'Introduction à son *Histoire socialiste de la Révolution française*, de nier la dépendance de la pensée et du rêve même à l'égard du système économique et des formes précises de la production, autant il serait puéril et grossier d'expliquer sommairement le mouvement de la pensée humaine par la seule évolution des formes économiques." Ce n'est pas par la seule force des choses que s'accomplit la Révolution: c'est aussi "par la force des hommes, par l'énergie des consciences et des volontés." Il n'en reste pas moins, et Jaurès le marque vigoureusement, que la Révolution ne fut que l'aboutissement d'une longue évolution économique et sociale qui fit de la bourgeoisie la maîtresse du pouvoir et de l'économie. L'historiographie de la Révolution française en est toujours restée là: Albert Mathiez réédita en 1922 l'oeuvre de Jaurès, Georges Lefebvre le reconnut pour son maître.³

En fait, l'interprétation de Jaurès n'était pas nouvelle. Dès l'époque de la Restauration, les historiens de l'école libérale, même s'ils ne

¹Voir surtout A. Aulard, *Histoire politique de la Révolution française. Origine et développement de la démocratie et de la République 1789-1804* (Paris, 1901).

²*Histoire socialiste (1789-1900)* sous la direction de J. Jaurès, qui a rédigé les quatre premiers tomes consacrés à la Révolution française jusqu'au 9 Thermidor (Paris, 1901-1904). Nouvelle édition revue et annotée par A. Soboul (Paris, 1968-1972, six vol.).

³"Mais si l'on prend souci de me chercher un maître, je n'en reconnais d'autre que lui" ("Pro domo," *Annales historiques de la Révolution française*, 1947, p. 188).

s'étaient guère intéressés aux origines économiques du mouvement social, avaient souligné avec force l'un des caractères essentiels de notre histoire nationale: l'apparition, la croissance et le triomphe final de la bourgeoisie; entre le peuple et l'aristocratie, elle avait lentement créé les cadres et précisé les idées d'une société nouvelle dont 1789 fut la consécration. Telle est l'idée essentielle de Guizot dans son cours sur l'*Histoire de la civilisation en France*.⁴ Telle fut encore la conviction et de Tocqueville⁵ et celle de Taine.⁶

Dès l'époque de la Révolution cependant, Barnave avait poussé plus loin l'analyse sociale. Dans son *Introduction à la Révolution française*, écrite en 1792, après avoir posé le principe que la propriété influe sur les institutions, Barnave constate que les institutions créées par l'aristocratie foncière contrarient et retardent l'avènement d'une ère nouvelle. "Dès que les arts et le commerce parviennent à pénétrer dans le peuple et créent un nouveau moyen de richesse au secours de la classe laborieuse, il se prépare une révolution dans les lois politiques: une nouvelle distribution de la richesse produit une nouvelle distribution du pouvoir."⁷ C'est dans cette ligne de pensée que s'inscrit en 1847 le *Manifeste communiste* de Karl Marx, puis le premier volume du *Capital* en 1867.

Ainsi l'interprétation sociale de la Révolution française plonge profondément dans notre passé historique. Elle seule, dès l'origine, par ses exigences érudites et sa réflexion critique, s'affirma réellement scientifique: que l'on compare à l'oeuvre de Lacretelle,⁸ celle de Guizot, celle même de Thiers toujours soucieux du document, fût-il imprimé officiel. Cette interprétation s'est peu à peu perfectionnée, pour rendre compte de la complexité de la Révolution. Ph. Sagnac dans le dernier volume de l'*Histoire de France* publiée

⁴*Histoire de la civilisation en France depuis la chute de l'Empire romain* (1828-1830, 4 vol.). "Considérée sous le point de vue social et dans ses rapports avec les diverses classes qui coexistaient sur notre territoire, celle qu'on a nommé le Tiers Etat s'est progressivement étendue, élevée et a d'abord modifié puissamment, surmonté ensuite et enfin absorbé, ou à peu près, toutes les autres" (46 leçon). Le Tiers Etat: entendons, sous la plume de Guizot, la bourgeoisie.

⁵Voir l'Introduction à *De la démocratie en Amérique* (1836). Tocqueville s'interroge. "Serait-il sage de croire qu'un mouvement social qui vient de si loin, pourra être suspendu par les efforts d'une génération? Pense-t-on qu'après avoir détruit la féodalité et les rois, la démocratie reculera devant les bourgeois et les riches?"

⁶*Les origines de la France contemporaine. L'Ancien Régime* (1876). Voir le chapitre III du livre IV.

⁷*Introduction à la Révolution française*, première partie, chap. III. L'Introduction, écrite en 1792, fut publiée en 1843 dans le tome I des *Oeuvres* de Barnave éditées par Bérenger de la Drôme. Jaurès insiste longuement sur cet ouvrage dans son *Histoire socialiste* (I,98).

⁸'Lacretelle', dit le Jeune, *Histoire de la Révolution française*, (Paris, 1821-1826, 8 vol.).

sous la direction d'Ernest Lavisse, plus fortement encore A. Mathiez ont précisé ce que fut au XVIII^e siècle la *réaction aristocratique* que culmina en 1787-1788 dans la *révolte nobiliaire*.⁹ Encore ne suffit-il pas de distinguer entre la révolte de l'aristocratie et la révolution du Tiers Etat. Jaurès d'abord et Mathiez après lui ont insisté sur la désagrégation rapide de ce dernier. Les antagonismes qui se sont rapidement manifestés entre les diverses catégories bourgeoises comme entre la bourgeoisie et les masses populaires, rendent compte de la complexité de l'histoire révolutionnaire et de la progression de ses diverses étapes. S'attachant dans le même esprit à l'étude des masses paysannes, Lefebvre a démontré l'existence, dans le cadre général de la Révolution, d'un courant paysan possédant autonomie et spécificité quant à son origine, ses procédés, ses crises et ses tendances.¹⁰ Cette même problématique a été appliquée, par certains de ses élèves, à l'étude des masses populaires urbaines.¹¹

Ainsi s'est peu à peu perfectionnée, par un long cheminement plus que séculaire, l'interprétation sociale de la Révolution française. Par son recours constant à la recherche érudite ("Sans érudition il n'est point d'histoire," répétait G. Lefebvre), par son esprit critique, par son effort de réflexion théorique, par sa vision globale de la Révolution, elle seule mérite d'être considérée comme vraiment scientifique.

Cet approfondissement de l'interprétation sociale de la Révolution française a progressé au rythme même de l'histoire. Il serait banal de rappeler ici que la vision de l'histoire se nuance ou se modifie à chaque génération d'historiens: c'est sous le poids des expériences vécues et de l'histoire réelle que s'écrit aussi l'histoire. Celle de la Révolution française ne saurait échapper à cette loi. Depuis bientôt deux siècles, chaque génération s'est penchée à son tour sur la Révolution, matrice de notre histoire, soit pour l'exalter, soit pour la rejeter, comme à travers ses espoirs et ses rêves. Non sans résultats. Le mouvement de l'histoire a découvert peu à peu à chaque génération des aspects nouveaux, des facteurs de plus en plus nombreux et d'une interaction de plus en plus complexe. Ainsi furent amenés au jour des contenus jusque là masqués par l'épaisseur même du phénomène. Il est significatif que ce fut à Kiev, dans cette Ukraine où le paysan venait d'être libéré du servage, mais sans accéder à la propriété, que Loutchisky, le premier, s'attacha à l'étude de la question agraire pendant

⁹A. Mathiez, *La Révolution française* (1922), t. I, chap. II, La révolte nobiliaire.

¹⁰*Les paysans du Nord pendant la Révolution française* (1924); *Questions agraires au temps de la Terreur* (1932); *La Grande Peur de 1789* (1932).

¹¹Essentiellement A. Soboul, *Les sans-culottes parisiens en l'an II. Mouvement populaire et Gouvernement révolutionnaire. 2 juin 1793 — 9 Thermidor an II* (1958); G. Rudé, *The Crowd in the French Revolution* (1959). On ne peut, à divers titres, considérer R. Cobb comme un disciple de G. Lefebvre.

la Révolution française: il publia en 1897 *La petite propriété en France avant la Révolution et la vente des biens nationaux*. Il est significatif que ce fut pendant la première guerre mondiale que Mathiez comprit les nécessités économiques de la conduite d'une grande guerre nationale et l'exigence d'une économie dirigée: il écrivit alors les études qui formèrent en 1927 *La vie chère et le mouvement social sous la Terreur*.

Ainsi progressait au rythme même de l'histoire, l'interprétation sociale de la Révolution française. Et si, au milieu de notre siècle, l'attention de ses historiens s'est portée sur les masses populaires urbaines, ne serait-ce pas parce que le monde est entré dans l'ère des mouvements de masse? Mouvements qui ne furent pas sans effrayer les classes dominantes: de là, en sens inverse, ces vains efforts pour dénier à la Révolution française, précédent dangereux, sa réalité historique ou sa spécificité sociale et nationale. A l'interprétation sociale classique s'est dès lors opposée une ligne révisionniste. Croyant la disqualifier, certains de ses tenants ont baptisé l'interprétation classique "historiographie jacobine" de la Révolution: qualificatif que nous ne récusons pas, entendant par là, comme nous l'a enseigné Georges Lefebvre, la compréhension et la fidélité à la cause du peuple, mais sans que l'historien abandonne aucune des impérieuses exigences de la méthode érudite et de l'esprit critique. Disons plus exactement: tradition progressiste de l'historiographie révolutionnaire, de Michelet à Lefebvre, en passant par Jaurès, Aulard et Mathiez, et quelles qu'aient été les nuances ou les divergences entre ces hommes — la seule qui, dans sa démarche de principe, ait été et demeure scientifique.

II

Il est caractéristique de constater que l'offensive contre l'interprétation classique de la Révolution française s'affirma vers le milieu des années Cinquante, en pleine guerre froide. En 1954, R. R. Palmer exposait dans un article intitulé "The World Revolution of the West," publié dans le *Political Science Quarterly*, la conception d'une révolution "occidentale" ou "atlantique" qu'il devait développer inlassablement plusieurs années durant. Cette même année, le 6 mai 1954, A. Cobban, professeur d'histoire de la France à l'Université de Londres, prononçait une leçon inaugurale intitulée "Le mythe de la Révolution française." Curieusement, l'historien anglais et l'historien américain se rejoignaient pour remettre en question l'acquit d'un siècle et plus d'historiographie française révolutionnaire.

R. R. Palmer, au moment même où A. Cobban niait le caractère anti-féodal et bourgeois de la Révolution française, entreprenait de

nier son caractère national. Son argumentation fut reprise et développée, en collaboration avec l'historien français J. Godechot, en 1955, au Congrès international des Sciences historiques à Rome. Reprise encore et amplifiée par J. Godechot dans *La Grande Nation* (1956), par R. Palmer dans *The Age of the Democratic Revolution* (1959): ouvrages qui, il faut bien le dire, suscitèrent peu d'écho parmi les historiens français et n'entraînèrent pas l'adhésion.¹²

La Révolution française n'aurait donc été "qu'un aspect d'une révolution occidentale ou plus exactement atlantique qui a commencé dans les colonies anglaises d'Amérique peu après 1763, s'est prolongée par les révolutions de Suisse, des Pays-Bas, d'Irlande, avant d'atteindre la France entre 1787 et 1789. De France, elle a rebondi aux Pays-Bas, a gagné l'Allemagne rhénane, la Suisse, l'Italie, Malte, la Méditerranée orientale et l'Égypte . . . Plus tard encore, elle s'étendra à d'autres pays d'Europe et à toute l'Amérique ibérique. La Révolution française s'intégrerait donc dans 'la grande révolution atlantique'."¹³

Sans souligner ici ce que les qualificatifs d'*occidentale* et d'*atlantique* peuvent avoir d'anachronique par référence à leur emploi dans la politique internationale actuelle, reconnaissons que l'Océan Atlantique a joué un rôle essentiel, que l'on ne peut sous-estimer, dans la rénovation de l'économie et dans l'exploitation des pays coloniaux par les nations d'Europe occidentale. Mais là n'est pas le propos de nos auteurs, qui ne s'intéressent guère aux fondements économiques et sociaux du mouvement de l'histoire. Il ne leur importe pas en effet de montrer que la Révolution française n'est qu'un épisode du cours général de l'histoire qui, après les révolutions des Pays-Bas, d'Angleterre et d'Amérique, contribua à porter ou à associer la bourgeoisie au pouvoir et libéra le développement de

¹²R. R. Palmer, "The World Revolution of the West," *Political Science Quarterly*, 1954; J. Godechot et R. R. Palmer, "Le problème de l'Atlantique du XVIII^e siècle au XX^e siècle," *X Congresso internazionale de Scienze storiche. Relazioni*. (Florence, 1955), t. V, p. 175; J. Godechot, *La Grande Nation. L'expansion révolutionnaire de la France dans le monde. 1789-1799* (Paris, 1956 2 vol.); R. R. Palmer, *The Age of the Democratic Revolution. A political history of Europe and America. 1760-1800* (Princeton, 1959); J. Godechot, "Révolution française ou révolution occidentale," *L'Information historique*, 1960, p. 6 (avec bibliographie de la question); J. Godechot et R. R. Palmer, "Révolution française, occidentale ou atlantique," *Bulletin de la Société d'Histoire moderne*, 1960; J. Godechot, *Les Révolutions. 1770-1799* (Paris, 1960, coll. "Nouvelle Cléo"). Sur *La Grande Nation* de J. Godechot, voir le compte-rendu de G. Lefebvre, *Annales historiques de la Révolution française*, 1957, p. 272; sur *The Age of the Democratic Revolution* de R. R. Palmer, celui de M. Reinhard, *ibidem*, 1960, p. 220.

¹³J. Godechot, *La Grande Nation* . . . , ouvrage cité, t. I, p. II.

l'économie capitaliste. La Révolution française ne marqua d'ailleurs pas le terme géographique de cette transformation: l'économie capitaliste et le pouvoir bourgeois ne se sont pas cantonnés sur les rivages de l'Océan Atlantique. Au XIX^e siècle, partout où s'est installée l'économie capitaliste, l'ascension de la bourgeoisie est allée de pair. La révolution bourgeoise fut de portée universelle.

Cette conception d'une révolution *occidentale* ou *atlantique* en intégrant la Révolution française dans un soulèvement plus vaste, en la noyant dans une vague agitation internationale, la vida d'autre part de sa dimension véritable et de sa signification nationale. A mettre en effet sur le même plan la Révolution française et "les révolutions de Suisse, des Pays-Bas et d'Irlande . . . ," on minimise étrangement la profondeur et les dimensions de la première, l'intensité dramatique de ses luttes sociales et politiques, l'importance de la mutation qu'elle constitua dans notre histoire nationale. Au regard de la Révolution française, peut-on vraiment parler, avec R. Palmer, d'un "bouleversement révolutionnaire commun à l'Europe et à l'Amérique?"¹⁴ S'il y eut effectivement bouleversement social et politique, du moins en Europe continentale, ce fut à la suite de la conquête révolutionnaire et de la domination napoléonienne.

L'interprétation occidentale ou atlantique de la Révolution française, en vidant celle-ci de tout contenu spécifique, économique (anti-féodal et capitaliste), social (anti-aristocratique et bourgeois) et national (un et indivisible), tiendrait pour nul un demi-siècle de l'historiographie classique de Jean Jaurès à Georges Lefebvre. Tocqueville avait cependant ouvert la voie à la réflexion, lorsqu'il s'interrogeait dans *L'Ancien Régime et la Révolution*: "Pourquoi des principes analogues et des théories politiques semblables n'ont mené les Etats-Unis qu'à un changement de gouvernement, et la France à une subversion totale de la société?"¹⁵ Poser le problème en ces termes, c'est dépasser la surface d'une histoire politique, et institutionnelle pour s'efforcer d'atteindre les réalités économiques et sociales dans leur spécificité nationale.

Soutenu avec opiniâtreté pendant une dizaine d'années, cette théorie d'une révolution occidentale ou atlantique n'a jamais pu l'emporter, en France du moins, sur l'interprétation classique de la Révolution française. J. Godechot l'a peu à peu tempérée, insistant

¹⁴R. R. Palmer, 1789. *Les révolutions de la liberté et de l'égalité* (Paris, 1968), p. 305.

¹⁵Et encore, toujours de Tocqueville: "Mais pourquoi cette révolution partout préparée, partout menaçante, a-t-elle éclaté en France plutôt qu'ailleurs? Pourquoi a-t-elle eu chez nous certains caractères qui ne se sont plus retrouvés nulle part ou n'ont reparu qu'à moitié?" (*L'Ancien Régime et la Révolution*, nouvelle édition, Paris, 1952, avec une Introduction par G. Lefebvre, p. 96).

sur le caractère anti-féodal des luttes sociales de 1789 à 1793.¹⁶ Quant à Palmer n'écrit-il pas dans l'un de ses derniers ouvrages, publié en 1968: "Plus on souligne l'idée d'un mouvement géographiquement expansif, plus on le voit sous l'aspect d'une révolution essentiellement *bourgeoise*." Et plus loin: la Révolution a été "un épisode décisif dans l'histoire de la propriété et des classes possédantes. Partout où les idées révolutionnaires ont été appliquées, c'est-à-dire en France et dans les républiques-soeurs, puis dans l'empire napoléonien, il y a eu redéfinition de la propriété. La propriété de la terre a été dépouillée de ses droits féodaux et du droit aristocratique de primogéniture."¹⁷ Révolution anti-féodale donc, essentiellement *bourgeoise* (même si l'auteur ajoute: "au sens de ce terme confus qu'est la mot *bourgeoisie*"). Après plus de dix ans de polémique, mais aussi de progrès dans l'analyse historique, R. Palmer rejoignait donc, avec des nuances sans doute, les positions classiques de l'historiographie révolutionnaire.

La théorie avancée par R. Palmer en 1954 s'inscrivait dans la conjoncture internationale des années Cinquante: il s'agissait d'exalter la solidarité idéologique des pays de l'alliance atlantique, en remontant au XVIII^e siècle, à l'origine de leurs traditions politiques. La guerre froide s'apaisant, on en revenait à une vision plus sereine et plus conforme à la réalité. Pour R. Palmer, dans son ouvrage de 1968, 1789 est aussi révolution de l'égalité, aspect sur lequel l'école française a toujours insisté avec force.

Plus dangereuse fut l'offensive d'Alfred Cobban. Datant de la même époque, 1954, elle s'inscrivit dans le même contexte que la tentative de R. Palmer. Mais elle répondit moins à une incitation conjoncturelle qu'à un dessein longuement médité et pour ainsi dire, structurel. Il s'agit, à propos de la Révolution française, de rejeter toute interprétation sociale des révolutions et finalement de l'histoire. Réaction de défense: en niant la réalité des classes et de la lutte des classes, on entend exorciser le démon des révolutions. "On peut se demander, écrivait Georges Lefebvre en 1956, pourquoi l'interprétation mythique des révolutions, ou plutôt de certaines d'entre elles, paraît ainsi prendre faveur. Il ne semble pas douteux qu'elle reflète l'évolution idéologique de la classe dominante sous l'influence de la poussée démocratique et surtout de la Révolution russe; se sentant menacée, elle répudie la rébellion des ancêtres qui lui assurèrent la prééminence, parce qu'elle y discerne un dangereux

¹⁶Rappelons ici que J. Godechot a organisé à Toulouse, les 12-16 novembre 1968, un colloque international consacré à *L'abolition de la féodalité dans le monde occidental* (Paris, 1971, 2 vol.).

¹⁷R. R. Palmer, *1789* . . . , ouvrage cité ci-dessus, p. 307.

précédent.”¹⁸ Affirmation qui n’a rien perdu de sa valeur, si l’on considère les tendances profondes de l’historiographie américaine: ou les affirmations hasardeuses du groupe qui se réclame de la soi-disant “école des Annales.”

La Révolution française ne serait donc pas due à un conflit de classes, comme l’admet traditionnellement l’école historique française, depuis Barnave, Thiers et Guizot. Sans doute, y a-t-il bien des nuances parmi ceux qui, à la suite de Cobban, rejettent l’interprétation sociale de la Révolution, et particulièrement parmi les historiens américains. Mais, comme l’écrit R. Palmer, les unes et les autres doutent que “l’analyse des classes soit l’instrument le plus utile à la compréhension de la Révolution française.”¹⁹ Le débat porte essentiellement sur la signification et l’utilisation de certaines notions, essentiellement féodalité, bourgeoisie, capitalisme. Finalement se pose la question: la Révolution doit-elle être ou non considérée comme anti-féodale et anti-aristocratique? a-t-elle constitué ou non la transition nécessaire vers la société bourgeoise et capitaliste?

A. Cobban s’en prend à l’interprétation d’après laquelle la Révolution française a substitué à l’Ancien Régime un ordre social nouveau.²⁰ “Si j’ai avancé l’opinion que l’interprétation de la Révolution qui couvre la substitution d’un ordre bourgeois capitaliste à la féodalité est un mythe, ce n’est pas pour suggérer que la Révolution elle-même est mythique et que rien de significatif n’est survenu en France à cette époque.” Il y eut donc bien une révolution (A. Cobban avait d’abord songé à intituler sa conférence: “Y eut-il une Révolution française?”); mais la conception qu’en donne l’historiographie française classique n’est qu’un mythe, entendons, au sens figuré et familier du mot, qu’elle n’a pas de fondements réels, qu’elle n’est pas conforme à la réalité.

L’argumentation d’A. Cobban porte sur deux points essentiels, à savoir que la Révolution française fut anti-féodale et capitaliste. La Révolution a supprimé la féodalité: en fait, répond A. Cobban, l’ordre

¹⁸G. Lefebvre, “Le mythe de la Révolution française,” *Annales historiques de la Révolution française*, 1956, p. 337.

¹⁹R. R. Palmer, 1789. . . , ouvrage cité ci-dessus, p. 303.

²⁰A. Cobban, *The Myth of the French Revolution* (Londres, 1955); voir G. Lefebvre, “Le mythe de la Révolution française,” article cité ci-dessus. Du même point de vue, A. Cobban, *The Social Interpretation of the French Revolution* (Cambridge, 1964). L’essentiel de ces articles a été repris dans A. Cobban, *Aspects of the French Revolution* (New York, 1968): “The state of revolutionary history,” p. 9; “Historians and the causes of the French Revolution,” p. 29; “The myth of the French Revolution,” p. 90; “Political versus social. Interpretations of the French Revolution,” p. 264; “The French Revolution: orthodox and unorthodox interpretations,” p. 275. On lira avec intérêt, sur cette controverse, G. J. Cavanaugh, “The present state of French revolutionary historiography: Alfred Cobban and beyond,” *French Historical Studies*, 1972, no 4, p. 587.

féodal avait depuis longtemps disparu. La révolution a permis l'instauration du capitalisme: en fait, répond A. Cobban, la Révolution fut l'oeuvre, non de capitalistes véritables, mais de bourgeois, principalement titulaires d'offices, qui exerçaient donc déjà toutes les fonctions administratives et qui les ont conservées.

Le premier argument d'A. Cobban repose sur le sens qu'il donne au mot *féodalité*.²¹ Mais rappelons dès l'abord, l'adage de la linguistique moderne: "Les mots n'ont pas de sens, ils n'ont que des emplois." Féodalité, régime féodal, droits féodaux: l'emploi de ces mots, pour le XVIII^e siècle, peut prêter à controverse. Les médiévistes s'y refusent obstinément et dénoncent cet "abus de langage." Que la féodalité proprement dite ait été de longue date un système "décrépit avec l'âge et qui avait reçu l'extrême onction," pour reprendre une expression de Carlyle, alors que les droits afférents à la seigneurie rurale demeuraient encore vigoureux à la veille de la Révolution, nul ne le conteste, ni que la féodalité ait été chargée de toutes les rigueurs imposées par le régime seigneurial.

Mais ce qui nous importe ici, c'est moins la définition juridique de la féodalité que sa dimension sociale; c'est le sens où l'entendaient non les juristes, mais les paysans. L'institution déclinant, le sens du mot s'était naturellement altéré et même bien des notaires du XVIII^e siècle, par ignorance ou par esprit de simplification, confondaient depuis longtemps féodalité et seigneurie, droits féodaux et droits seigneuriaux. Pour les paysans, comme pour les hommes au fait des choses de la terre, la *féodalité*, c'était, dans cette langue un peu emphatique du XVIII^e siècle, la *servitude de la terre*, sur laquelle pesaient les rentes foncières inaliénables, les redevances perpétuelles, les lods et ventes, les dîmes aussi, bref le *complexum feudale* des juristes. C'est en ce sens que le mot fut repris tout au cours de la Révolution et longtemps après. Merlin de Douai, spécialiste en la matière, s'en explique clairement dans son rapport du 4 septembre, 1789, au Comité des droits féodaux de l'Assemblée constituante. "Quoique ces mots, *droits féodaux*, ne désignent dans leur sens rigoureux que les droits qui dérivent du contrat de fief et dont l'inféodation même est le principe direct, on ne laisse pas dans l'usage, d'en étendre la signification à tous les droits qui, se trouvant le plus ordinairement entre les mains des seigneurs, forment par leur ensemble ce que Dumoulin appelle le *complexum feudale*. Ainsi

²¹Pour tout ce qui suit, voir A. Soboul, "La Révolution française, et la 'féodalité.' Notes sur le prélèvement féodal," *Revue historique*, fascicule 487, juillet-septembre 1968, p. 33; du même auteur, "Survivances féodales dans la société rurale française au XIX^e siècle," *Annales E.S.C.* 1968, p. 965. A titre d'exemple régional, pour illustrer notre propos, M. Leymarie, "Les redevances foncières seigneuriales en Haute-Auvergne," *Annales historiques de la Révolution française*, 1968, p. 299.

quoique les rentes seigneuriales, les droits de champart, les corvées, les banalités, les prestations représentatives de l'ancienne servitude, etc., ne soient pas à proprement parler des droits féodaux, nous ne laisserons pas de nous en occuper.''²²

Plus encore que la réalité toujours vivante du mot, nous importe son poids social. Le problème peut être envisagé d'un double point de vue. Il serait nécessaire en premier lieu de mesurer le prélèvement que les droits féodaux représentaient sur l'ensemble de la production, et donc la charge dont ils pesaient sur les paysans; en second lieu, la part de ces droits dans le revenu total de la seigneurie. Il ne peut être question ici d'entrer dans les détails de la méthodologie concernant ces recherches. Rappelons simplement, à titre d'exemples, que le prélèvement féodal pouvait emporter jusqu'au cinquième (20%) du produit net (c'est-à-dire déduction faite, sur le produit brut, des semences, frais de culture et entretien) du paysan de Haute-Auvergne. Et que, dans cette même province, le tiers des revenus des seigneuries était constitué par les droits féodaux.²³ D'une manière plus générale, J. Meyer estime que la noblesse française prélevait le tiers du revenu agricole du pays.²⁴ Le rapport droits féodaux-revenus paysans rend compte du comportement des masses paysannes à la fin de l'Ancien Régime et au cours de la Révolution. Le rapport droits féodaux-revenu total de la seigneurie éclaire le comportement de la noblesse, il entre parmi les motivations de la contre-révolution. Ce n'est pas sans motif que la noblesse auvergnate résista à l'abolition de la féodalité, allant jusqu'à la contre-révolution et l'émigration. Ce n'est pas sans motif que la jacquerie sévit en Haute-Auvergne de 1789 à 1792. Pour les paysans comme pour les seigneurs, la féodalité comme la Révolution furent loin de constituer un mythe.

Le second argument d' A. Cobban porte sur la composition des Assemblées révolutionnaires. En Grande-Bretagne, la croissance de la bourgeoisie capitaliste fut celle d'une classe occupée de commerce et d'industrie, et donc composée de négociants et de banquiers, de manufacturiers et d'entrepreneurs. Or, dans l'Assemblée constituante, cette catégorie n'entre que pour 13%; les deux tiers des députés du Tiers Etat appartenaient aux professions libérales. Peut-on attribuer à ces hommes la volonté d'avoir voulu substituer l'ordre capitaliste à l'ordre ancien? Qui plus est, poursuit A. Cobban, sur les 1.539 membres de l'Assemblée constituante et de la Convention, 629

²²Rapport fait au nom du Comité des droits féodaux le 4 septembre 1789, sur l'objet et l'ordre du travail dont il est chargé . . . (Bibl. nat., 8 Le 29 193, imp. in-8 , 30 p.).

²³M. Leymarie, "Les redevances seigneuriales en Haute-Auvergne," cité ci-dessus.

²⁴J. Meyer, *Noblesses et pouvoirs dans l'Europe d'Ancien Régime* (Paris, 1973), p. 251. A titre d'exemple régional, combien éclairant, voir du même auteur, *La noblesse bretonne au XVIII^e siècle* (Paris, 1966, 2 vol.), p. 651, "Les composantes du revenu foncier de la noblesse."

détenaient, avant la Révolution, des fonctions publiques, parmi lesquels 289 étaient titulaires d'offices.²⁵ Ce personnel se retrouve sous le Consulat et l'Empire, non seulement dans les fonctions subalternes, comme sous l'Ancien Régime, mais encore dans les postes de direction détenus avant 1789 par l'oligarchie nobiliaire. La Révolution est ainsi ramenée à un aspect institutionnel: ni bourgeoise, ni capitaliste, elle aurait simplement abouti à placer l'administration et le gouvernement entre les mains de ces fonctionnaires professionnels à qui l'Etat monarchique devait déjà son efficacité.

Ce second aspect de l'argumentation critique d'A. Cobban fut repris à une date plus récente et avec des nuances diverses, par des historiens américains. Sans entrer ici dans la complexité des discussions et des polémiques, retenons les prises de position d'Elizabeth L. Eisenstein à propos de la bourgeoisie et de George V. Taylor à propos du capitalisme.²⁶

E. L. Eisenstein, dans un article publié en 1965, a relevé dans le *Quatre-vingt-neuf* de G. Lefebvre, les emplois du mot *bourgeoisie*: elle en a estimé l'usage abusif. N'apportant pas de preuves suffisantes à ses affirmations du type "La bourgeoisie fit preuve d'un sens politique aigu," "La bourgeoisie mit la nation en branle," G. Lefebvre éluderait tout simplement la réalité et attribuerait à la seule bourgeoisie une action révolutionnaire dont les protagonistes appartenaient en fait à diverses catégories sociales. Selon E. L. Eisenstein, l'initiative révolutionnaire revint à un groupe d'intellectuels partisans des idées nouvelles et qui, quoique d'appartenance sociale diverse, poursuivaient des buts politiques communs. Les hommes que G. Lefebvre englobe dans la catégorie abstraite de bourgeoisie, n'auraient constitué qu'une infime minorité d'activistes. "La bourgeoisie ne fut pas à l'origine du vif mouvement de protestation de 1788 et ne joua pas un rôle important dans les événements et les réformes de 1789." Ce rôle révolutionnaire est attribué à "un groupe de meneurs de divers ordres et classes sociales." Elizabeth Eisenstein remettait implicitement en question la définition de la bourgeoisie et donc le caractère bourgeois de la Révolution.

²⁵"Louons d'abord M. Cobban, écrit G. Lefebvre dans l'article cité ci-dessus à la note 18, du soin qu'il a pris de répertorier les membres de la Constituante et de la Convention d'après leur origine sociale, à l'exemple des recherches de cette sorte que les historiens anglo-saxons, sous l'impulsion de Namier, ont entreprises sur la Chambre des Communes. Ces investigations pourraient être approfondies et se recommandent aux érudits français."

²⁶Elizabeth L. Eisenstein, "Who intervened in 1788, A commentary on *The Coming of the French Revolution*," *American Historical Review*, LXXI, octobre 1965, p. 77; George V. Taylor, "Non-capitalist wealth and the origins of the French Revolution," *Ibidem*, LXXII, janvier 1967, p. 469. Voir R. R. Palmer, "Polémique américaine sur le rôle de la bourgeoisie dans la Révolution française," *Annales historiques de la Révolution française*, 1967, p. 368.

G. V. Taylor s'en prit lui, au concept de capitalisme. Par capitalisme, cet auteur entend essentiellement l'investissement de capitaux privés en vue du profit. Par capitalistes, essentiellement la classe des entrepreneurs au sens d'Adam Smith: les initiateurs des formes nouvelles de l'économie, ayant le goût du risque par souci du profit maximum. G. Taylor leur oppose les riches non-capitalistes, soucieux de placements stables, même si le profit n'en est que médiocre. Cette richesse "non-capitaliste," "richesse propriétaire" selon l'auteur, consistait essentiellement en biens fonciers, immeubles urbains, charges vénales et rentes diverses; elle aurait constitué 80% de la richesse totale de la France. La plupart des biens appartenant aux couches supérieures du Tiers Etat relevait de la "richesse propriétaire," alors que de nombreux nobles étaient déjà engagés dans des entreprises capitalistes. La Révolution, malgré la suppression des charges vénales, n'aurait guère changé le rapport entre richesse capitaliste et richesse propriétaire. "La question fondamentale, écrit Taylor, est de savoir si la bourgeoisie de 1789, quelle que soit sa définition, était économiquement opposée à d'autres classes jouissant d'une source de revenus différente." La réponse est négative. Entre une grande partie de la noblesse et le secteur propriétaire des classes moyennes, il y avait "identité des formes d'investissement et des idées socio-économiques, si bien qu'en fin de compte ces deux classes ne formaient économiquement parlant qu'un seul et même groupe." Comme Cobban, Taylor conclut donc que la Révolution française ne pouvait avoir été une lutte entre des classes qu'opposaient des formes différentes de richesse et des intérêts économiques distincts. L'opposition était purement juridique, mais non économique. La Révolution française fut "une révolution essentiellement politique entraînant des réformes sociales, et non pas une révolution sociale ayant des conséquences politiques."

Quant au problème de la bourgeoisie, on ne saurait nier l'importance du rôle des intellectuels et des officiers dans la maturation et la conduite de la Révolution. Parmi les diverses catégories bourgeoises, ils comptaient sans doute comme éléments les plus progressifs. On ne saurait réduire à l'excès le rôle du mouvement des idées dans la préparation de la Révolution. Les titulaires d'offices, en particulier, parvenus à l'aisance, sinon la richesse, renforcés dans leur indépendance par la vénalité de leur charge, constituaient un milieu cultivé où la critique de l'ordre existant se donnait libre cours. En ce sens, les uns et les autres, officiers et intellectuels, contribuèrent à la formation de l'idéologie qui suscita l'éveil puis la conscience de classe de toutes les catégories bourgeoises: phénomène sans lequel la Révolution ne serait que concevable.

Catégories bourgeoises, avons-nous dit: il faut bien constater que,

s'agissant de la société d'Ancien Régime, le mot *bourgeoisie* est le plus souvent employé au pluriel, même par les historiens français. N'y aurait-il pas là une volonté, plus ou moins explicite, de nier non les réalités sociales, du moins les réalités de classe? La bourgeoisie était, sans aucun doute, diverse et multiple: rarement une classe sociale est homogène. Mais la bourgeoisie était *une* aussi. Au XVIII^e siècle, comme à toute époque de l'histoire, les distinctions de classe étaient nombreuses, variées, souvent à peine perceptibles: la naissance et le niveau de fortune, l'éducation et la langue, le costume et l'habituel mode d'existence . . . , aucun de ces critères pris à part ne constituant à lui seul le caractère distinctif de la classe. Au premier rang des critères bourgeois, la fortune sans aucun doute, non pas tant par son volume, que par son origine, sa forme, la manière dont elle était gérée et dépensée: vivre "bourgeoisement." Nul doute qu'un Français du XVIII^e siècle discernait sans peine si tel ou tel appartenait à l'aristocratie ou relevait de bourgeoisie: "Cela sent son bourgeois."

Il est nécessaire d'aller plus loin et de tenter une définition impliquant un minimum de systématisation: simple approche qui permettra de saisir l'unité de types sociaux parfois en apparence contradictoires. La discussion sur les "Voies nouvelles vers une histoire de la bourgeoisie occidentale aux XVIII^e et XIX^e siècles," lors du congrès des sciences historiques à Rome, en 1955, peut en fournir les éléments.²⁷

Pour E. Labrousse: "De bonne prise, le groupe des officiers, des commis, des fonctionnaires remplissant une tâche de direction dont on gardera ce qui n'est pas consolidé dans la noblesse. De bonne prise, le propriétaire, le rentier vivant bourgeoisement Bourgeois aussi, naturellement, les professions libérales, au sens de toujours. Toutes ces variétés sont sorties de l'innombrable famille des chefs d'entreprise qui constituent numériquement le gros de la classe: qui, propriétaires ou gestionnaires des moyens indépendants de production, servis par un travail salarié, en tirent leurs principaux moyens de subsistance et s'adjugent, notamment, le profit commercial et industriel. Famille multiple, depuis le financier, l'armateur, le manufacturier, le négociant, le marchand jusqu'aux derniers rangs des petites catégories, jusqu'au patronat de boutique et d'atelier, jusqu'à l'artisanat indépendant."

²⁷E. Labrousse, "Voies nouvelles vers une histoire de la bourgeoisie occidentale aux XVIII^e et XIX^e siècles," *X Congresso internazionale di Scienze storiche. Relazioni* (Florence, 1955), t. IV, p. 365. D'un intérêt documentaire précis, les études relatives à la bourgeoisie dans *Assemblée générale de la Commission centrale . . . 1939* (Commission d'Histoire économique et sociale de la Révolution, Besançon, 1942, 2 vol.), t. I, p. 33; P. Léon, "Recherches sur la bourgeoisie française de province au XVIII^e siècle," *L'Information historique*, 1958, p. 101.

Plus systématique, P. Vilar précisa au cours de la discussion qui suivit: "Aussi bien quand il s'est agi de saisir le bourgeois dans son origine et dans sa masse statistique, E. Labrousse l'a-t-il fait en termes marxistes: celui 'qui, propriétaire ou gestionnaire de moyens indépendants de production . . .'. Nous voilà bien ici devant des critères: 1 – Disposer librement de moyens de production. 2 – Y appliquer, par libre contrat, une main-d'oeuvre qui ne dispose que de sa force de travail. 3 – S'adjuger, de ce fait, la différence entre la valeur réalisée par la marchandise et la rémunération de la force de travail appliquée. N'est pas bourgeois qui ne vit pas, directement ou indirectement, du prélèvement social ainsi défini." Cette esquisse de définition permet, nous semble-t-il, de mieux situer la position et le rôle de la bourgeoisie dans la Révolution française.

Quant au problème du capitalisme, que les intellectuels, les officiers, comme les membres des professions libérales se soient peu souciés de promouvoir son essor, sans doute encore. Il serait cependant nécessaire de préciser si, membres de l'Assemblée constituante, ces hommes ont ou non subi l'influence de groupes de pression des intérêts économiques soucieux de se débarrasser de toute la réglementation. Outre qu'il y avait dans la Constituante 13% de négociants et de manufacturiers, deux groupes de pression ont pesé sur ses débats d'une manière fort active: les "députés extraordinaires des manufacturiers et du commerce" qui représentaient les intérêts des ports, et le club Massiac, défenseur des intérêts des planteurs de Saint-Domingue, des armateurs et des raffineurs qui intervint chaque fois que fut mis en cause le régime colonial.²⁸ Remarquons d'autre part que, partisans de la liberté individuelle et de la liberté de penser, les Constituants l'étaient aussi, implicitement, de la liberté économique. Si l'Assemblée constituante n'a pas proclamé explicitement cette liberté économique, du moins elle a établi et maintenu obstinément la liberté du commerce des grains, aboli les corporations et supprimé le monopole des grandes compagnies commerciales: toutes réformes favorables au développement de la libre entreprise et du libre profit.

Que bien des révolutionnaires aient été partisans de l'extension de la petite propriété, qu'ils n'aient pas soupçonné les possibilités de la concentration capitaliste, que les plus démocrates aient eu pour idéal une société de petits producteurs indépendants, les résultats de la Révolution n'en demeurent pas moins tout autres: on ne saurait les

²⁸Voir essentiellement, J. Letaconnoux, "Le Comité des députés extraordinaires des manufactures et du commerce et l'oeuvre de la Constituante," *Annales révolutionnaires*, 1913, p. 149; G. Debien, *Les colons de Saint-Domingue et la Révolution. Essai sur le club Massiac*. Août 1789-août 1792 (Paris, 1953).

mesurer aux intentions de ses artisans. Comme l'avance Elizabeth Eisenstein, les initiateurs d'un mouvement social n'en sont pas forcément les bénéficiaires: que plusieurs des chefs de la révolution bourgeoise ne furent pas des bourgeois, on n'en peut tirer argument. L'histoire, d'autre part, n'est pas le fait des seuls acteurs en scène: ce qui serait "en totale contradiction avec l'idée même de l'histoire sociale," comme l'a souligné G. Shapiro dans sa polémique avec E. Eisenstein.²⁹ Quant à la Révolution française, le fait essentiel est que l'ancien système de production fut détruit et que la Révolution établit sans restriction aucune la liberté d'entreprise et de profit, ouvrant ainsi la voie au capitalisme.

La victoire sur la féodalité et l'Ancien Régime n'a pas cependant signifié l'apparition simultanée de nouveaux rapports sociaux et de structures économiques nouvelles. Qu'après dix ans de révolution, la société ne soit pas encore essentiellement bourgeoise, ni l'économie spécifiquement capitaliste, c'est l'évidence même. Le passage du capitalisme ne constitue pas un processus simple par lequel les éléments capitalistes se développent au sein de l'ancienne société, jusqu'au moment où ils sont assez forts pour en briser les cadres. Il faudra longtemps encore pour que le capitalisme s'affirme définitivement; ses progrès furent lents pendant la période révolutionnaire, la dimension des entreprises demeurant souvent modeste, le capital commercial prépondérant. La ruine de la propriété foncière féodale et du système corporatif et réglementaire, en assurant l'autonomie du système de production capitaliste, n'en avait pas moins frayé sans compromis la voie à une nouvelle organisation de la production et des échanges: transformation par excellence révolutionnaire. L'histoire du XIX^e siècle, celle de la classe ouvrière en particulier, démontrèrent que ce ne fut pas là une mythe.

III

Au moment où l'article d'Elizabeth Eisenstein relançait, parmi les historiens américains, la discussion sur la nature bourgeoise ou non de la Révolution française, en France même débutait en 1965 une entreprise révisionniste de tout autre envergure, poursuivie depuis avec opiniâtreté. Le contexte historique n'est plus ici celui de la guerre froide; mais l'on ne saurait abstraire cette tentative des conditions sociales et des luttes politiques de la France de 1965. Le but est toujours le même: en niant les réalités de classe, trouver une alternative à la poussée révolutionnaire. De là, cet effort de modernisation et de revalorisation du thème libéral de la dualité de la Révolution française, mais sans la rationalité et la nécessité qui caractérisaient

²⁹G. Shapiro, "The many Lives of Georges Lefebvre," *American Historical Review*, LXXII, janvier 1967, p. 502.

l'explication d'un Thiers ou d'un Guizot: une révolution des Lumières aristocratiques et bourgeoises, suivie, sans lien nécessaire, d'une révolution populaire, violente et rétrograde. Ainsi s'opposeraient une voie réformiste et une voie révolutionnaire.

Fait significatif, cette interprétation s'est d'abord affirmée dans l'ouvrage d'Edgard Faure, *La disgrâce de Turgot (12 mai 1776)*, publié en 1961.³⁰ Mais les réformes libérales alors entreprises pouvaient-elles réussir, alors que persistaient les structures féodales et le privilège aristocratique auxquels ce ministre pourtant éclairé n'eut jamais l'intention de toucher? . . . C'est dans une ligne semblable que s'inscrit en 1965, *La Révolution* de F. Furet et D. Richet, oeuvre de publicistes plus que d'historiens qu'aucune recherche érudite n'est venue étayer.³¹ Des divers thèmes alors développés et depuis inlassablement repris, deux méritent d'être ici retenus: celui de la "révolution des élites," celui du "dérapage" du mouvement révolutionnaire, l'un et l'autre impliquant le caractère contingent de la Révolution. "La Révolution était-elle inévitable?" Non, sans aucun doute, pour nos auteurs: "tout dépend encore des capacités d'arbitrage et de réforme du roi de France."

"Révolution des élites:" révolution des Lumières, celle de 1789.³² Tout au long du XVIII^e siècle, une communauté d'idées et de goûts, une vie de société commune ont rapproché, sans aucun doute, les élites aristocratiques et bourgeoises que caractérisaient encore une égale aspiration à la liberté politique comme une égale répulsion à l'égard des masses populaires et de la démocratie. La révolution était faite dans ces esprits éclairés avant d'être transposée dans l'ordre public. Les hommes de 89 étaient gagnés à l'esprit de réforme, généralement répandu, qu'il fût celui du libéralisme aristocratique ou celui de la pensée bourgeoise. Il y aurait donc eu "convergence tactique contre l'absolutisme," alliance provisoire des diverses forces sociales dirigeantes au cours de la pré-Révolution. 1789 aurait été l'aboutissement de cette prise de conscience des élites, donc révolution des Lumières, l'idéologie constituant l'élément moteur de l'histoire. "La Révolution de 1789 résulta d'une double prise de

³⁰E. Faure, *La disgrâce de Turgot. 12 mai 1776* (Paris, 1961, coll. "Trente journées qui ont fait la France"). Voir le compte rendu de cet ouvrage par J. Godechot, *Annales historiques de la Révolution française*, 1962, p. 105.

³¹F. Furet et D. Richet, *La Révolution*, t. I, *Des Etats généraux au 9 Thermidor* (Paris, 1965), t. II, *Du 9 thermidor au 18 brumaire* (Paris, 1966); nouvelle édition en un volume *La Révolution française* (Paris, 1972). Sur cet ouvrage, voir C1. Mazauric, "Réflexions sur une nouvelle conception de la Révolution française," *Annales historiques de la Révolution française*, 1967, p. 339. Du même point de vue, D. Richet, *La France moderne: l'esprit des institutions* (Paris, 1973).

³²D. Richet, "Autour des origines idéologiques lointaines de la Révolution française: élites et despotisme," *Annales E.S.C.*, 1969, p. 1.

conscience des élites réalisée à travers un long cheminement. Conscience de leur autonomie, d'abord, par rapport à l'ordre politique, de leur nécessaire contrôle, ensuite, du pouvoir. Conscience unanime où la noblesse joua le rôle d'un initiateur et d'un éducateur, mais qui s'élargit à la richesse, à la propriété et au talent. Ce fut la Révolution des Lumières.³³

On ne peut que souligner le caractère simplificateur de ces vues. Et tout d'abord, la fonction des Lumières était-elle vraiment unificatrice? Il ne le semble pas, à suivre la "fortune" ambiguë de tel ou tel philosophe. L. Althusser a souligné dans son *Montesquieu*, en 1959, "le paradoxe de la postérité" de ce théoricien de la réaction aristocratique que revendiquèrent non seulement les Constituants de 1789, mais encore Marat et Saint-Just.³⁴ Quant à Rousseau dont on sait combien il a nourri le jacobinisme, il fut aussi l'une des sources doctrinales de la contre-révolution. Pragmatisme des Lumières: elles se déforment en se réfractant dans les divers milieux sociaux suivant des finalités diverses.³⁵

Quant aux élites, D. Richet concède bien que, malgré leur volonté commune, elles se divisèrent sur le problème du privilège: c'est peu dire. En fait, il n'y a pas d'élite française unifiée. J. Meyer, le plus récent historien de la noblesse, l'affirme avec force: "la noblesse française n'a ni su ni voulu intégrer l'intelligentsia et les forces sociales nouvelles L'Etat n'a pas su mener une politique acceptable par les éléments les plus dynamiques des bourgeoisies."³⁶ Là est le fond du problème. La révolution des Lumières, entendons la réforme, achoppait sur le privilège. La noblesse ni la monarchie ne pouvaient sans se nier elles-mêmes, accepter la suppression du privilège, dont les élites bourgeoises ne pouvaient d'autre part accepter le maintien. Une nécessité interne poussait à l'affrontement l'une et l'autre catégories. Quant aux "capacités d'arbitrage et de réforme du roi de France," une analyse en profondeur non du gouvernement de Louis XVI, mais de l'Etat monarchique à la fin de l'Ancien Régime, eût montré qu'il ne pouvait effectivement que basculer "d'un seul côté:" bien avant la Révolution, la monarchie avait prouvé qu'elle était l'Etat de l'aristocratie, position que devait encore

³³D. Richet, article cité à la note ci-dessus, p. 23.

³⁴L. Althusser, *Montesquieu. La politique et l'histoire* (Paris, 1959). "Ce féodal ennemi du despotisme devint le héros de tous les adversaires de l'ordre établi. Par un singulier retour de l'histoire, celui qui regardait vers le passé parut ouvrir les portes de l'avenir."

³⁵Voir *Utopie et institutions au XVIII^e siècle. Le pragmatisme des Lumières*. Textes recueillis par P. Francastel (Paris-La Haye, 1963).

³⁶J. Meyer, *Nobles et pouvoirs* . . . , ouvrage cité ci-dessus, p. 253.

illustrer le discours et la Déclaration de Louis XVI lors de la séance royale du 23 juin 1789.³⁷

“Dérapage de la Révolution:” cette théorie est encore plus hasardeuse que celle de la soi-disant “révolution des élites.” Nos auteurs distinguent en fait, en 1789, trois révolutions: celle de l’Assemblée constituante qui porte la marque du XVIII^e siècle “vainqueur” tel que les cahiers de doléances permettent de le définir; celle des Parisiens qui “ne se soulèvent pas pour sauvegarder l’Assemblée nationale et ses conquêtes; ce ne sera qu’une conséquence objective de leur volonté de se sauver eux-mêmes;” celle enfin des paysans qui “frappent durement à la porte de la révolution bourgeoise qui hésite à la leur ouvrir.”³⁸ Sans doute: nous n’en sommes plus à concevoir la Révolution française comme celle du Tiers Etat, déroulant sans contradictions son cours majestueux, ainsi que la représente dans une certaine mesure J. Jaurès dans son *Histoire socialiste*. G. Lefebvre a montré l’existence, dans la révolution du Tiers, d’un courant paysan autonome et spécifique; ses disciples, d’un courant populaire urbain, dit sans-culotte, lui aussi autonome et spécifique. Le cours général de la révolution bourgeoise n’en put être cependant dévié. N’y aurait-il donc, entre ces divers courants, aucun lien organique?

Nos auteurs s’étonnent de l’alliance entre cette bourgeoisie opulente du XVIII^e siècle et le peuple des villes et des campagnes. Ils la jugent “inattendue,” faute d’avoir prêté une attention suffisante aux structures de la société d’Ancien Régime caractérisées par le privilège et les survivances féodales. C’est dans l’aspect, contingent à leurs yeux, de cette rencontre entre bourgeoisie et masses populaires urbaines et rurales, que se situe la racine de leur hypothèse, celle des “trois révolutions de 1789,” notion indispensable à l’hypothèse suivante, la plus étonnante sans doute et la plus hasardeuse, celle du “dérapage” de la révolution de 1792 au 9 thermidor.

La Révolution réformatrice de 1789, définie par le programme de ses dirigeants éclairés et par un compromis *d’en haut*, ayant donc échoué par l’incapacité “d’arbitrage et de réforme de la monarchie,” elle fut définitivement déviée de son cours initial en 1792, par l’intervention populaire. Dérapage qui implique que cette intervention ne fut ni indispensable au succès de la révolution bourgeoise, ni foncièrement motivée par elle-même. De même que la rencontre des trois révolutions de 1789 avait été purement fortuite, de même la révolution de 1792-1794 ne serait qu’un fait contingent, un accident. “Osons le

³⁷“Le Roi veut que l’ancienne distinction des trois ordres de l’Etat soit conservée en son entier, comme essentiellement liée à la constitution de son royaume” (Article 1er de la Déclaration du roi). Cf. *Recueil de documents relatifs aux séances des Etats généraux* . . . sous la direction de G. Lefebvre, t. premier II, *La Séance du 23 juin* (Paris, 1962), p. 275.

³⁸F. Furet et D. Richet, *La Révolution*, ouvrage cité, p. 106 et p. 120.

dire: à la suite de quels accidents la révolution libérale enfantée par le XVIII^e siècle et que réalisera des décennies plus tard la bourgeoisie française, a-t-elle, dans l'immédiat, échoué?" Nos auteurs ne se posent pas la question de savoir si ce n'est pas justement au cours de cette période dite du dérapage, que la bourgeoisie put exterminer toutes les formes de contre-révolution et rendre ainsi possible, à échéance, le système libéral qui l'emporta définitivement après 1794. Ni celle non plus de savoir quelles sont les causes profondes de l'intervention des masses populaires: elle ne tiendrait qu'au mythe du complot aristocratique. Quant à la guerre elle serait dûe, en dernière analyse à "l'expansionnisme passionnel de la France."³⁹ Ainsi tout est ramené à des déterminations mentales. Du pain quotidien, motivation essentielle des masses populaires de 1789 à 1795, il n'est pas question. "La Révolution a été entraînée par la guerre et la pression de la foule parisienne hors du grand chemin tracé par l'intelligence et la richesse du XVIII^e siècle."⁴⁰ Les masses populaires ne seraient mues que par des mythes et des fantômes, la guerre ne serait qu'un accident.

Ainsi ces auteurs réintroduisent dans l'histoire, matière pourtant pensable et donc rationnelle, le hasard et l'irrationnel. La théorie du "dérapage" en faisant de la Révolution un phénomène contingent ("les événements limités et contingents de 1789-1793," écrit ailleurs D. Richet, sans crainte du ridicule,⁴¹) sans nécessité historique interne, rompt avec la ligne de l'historiographie révolutionnaire classique, de Barnave à Thiers et à Tocqueville, de Jaurès à Lefebvre.

Cet enracinement de la Révolution dans les structures profondes de la société française d'Ancien Régime, Barnave écrivant en 1792 son *Introduction à la Révolution française*, l'avait déjà signalé avec une lucidité prémonitrice.⁴² A l'époque de la Restauration, les historiens de l'école libérale insistèrent à leur tour sur la logique interne du mouvement révolutionnaire de 1789 à brumaire an VIII: Guizot, sans doute, mais aussi Thiers et Mignet publient l'un et l'autre une *Histoire*

³⁹*Ibidem*, p. 270.

⁴⁰*Ibidem*, p. 358.

⁴¹D. Richet, *La France moderne . . .*, ouvrage cité ci-dessus, p. 7. "Tout se passe comme si les événements, limités et contingents, de 1789-1793 avaient imposé une césure décisive entre un *avant* et un *après*." A la notion de révolution, cet auteur tend à substituer de manière significative, celle de transition. Voir l'article cité plus haut, à la note 32. "Autour des origines idéologiques lointaines de la Révolution française." Au large plan des forces économiques s'opère, du XVI^e au XIX^e siècle, une lente, mais révolutionnaire mutation, qui est l'histoire même du capitalisme, l'un des faits majeurs des temps modernes. Qu'on baptise, si l'on veut, révolution bourgeoise ce mouvement pluriséculaire dont l'étape décisive se place dans la seconde moitié du XIX^e siècle." (p. 22).

⁴²Voir ci-dessus, note 7.

de la Révolution française en 1823 et 1824.⁴³ Ecole "fataliste," selon l'expression de Chateaubriand: en ce sens que l'un et l'autre voyaient dans la Révolution le développement logique de causes données, dans la Terreur un mal nécessaire au salut de la nation. L'idée de nécessité préside à leur oeuvre et leur confère unité et netteté méthodologiques. "La résistance intérieure, selon Mignet, a conduit à la souveraineté de la multitude, et l'agression du dehors à la domination militaire." Et encore: "Trois années de dictature de salut public si elles ont été perdues pour la liberté, ne l'ont pas été pour la Révolution." Même point de vue dans l'oeuvre de Thiers, et même idée d'une "force fatale" qui stimulait le cours de la Révolution et surmontait tous les obstacles jusqu'à ce que le but ait été atteint. Conception d'une révolution globale et nécessaire, la nécessité historique n'excluant pas cependant le libre arbitre, l'homme conservant pleinement la responsabilité de ses actes. Sans doute faut-il faire ici la part des circonstances: il s'agit, contre la réaction ultra, de justifier les espérances et d'assurer les positions du parti libéral. Ces historiens n'avaient point cependant subordonné la vérité, historique à leur parti-pris politique. Ils avaient fixé l'une des constantes de l'historiographie révolutionnaire classique.

Tocqueville, à son tour, avec sa pénétration coutumière, avait marqué la nécessité de la Révolution. "Ce que la Révolution a été moins que tout autre chose, écrit-il dans *L'Ancien Régime et la Révolution* (1856), c'est un évènement fortuit. Elle a pris, il est vrai, le monde à l'improviste, et cependant elle n'a été que le complément du plus long travail, la terminaison soudaine et violente d'une oeuvre à laquelle dix générations d'hommes avaient travaillé."⁴⁴ Qu'on relise encore Jaurès et l'Introduction à son *Histoire socialiste*. Qu'on relise Lefebvre. . . .

Mais ce n'est pas en 1789, trois révolutions, mais une seule, bourgeoise et libérale, à soutien populaire, particulièrement paysan. Il n'y eut pas dérapage de la Révolution en 1792, mais volonté de la bourgeoisie révolutionnaire de maintenir la cohésion du Tiers

⁴³Sur ces historiens libéraux de la Restauration, fondateurs de l'historiographie révolutionnaire classique et initiateurs de l'interprétation sociale de la Révolution, voir l'excellente Introduction de C. Jullian — ses *Extraits des Historiens français du XIX^e siècle* (Paris, 1898); G. Lefebvre, *La naissance de l'historiographie moderne* (Paris, 1971), chap. XI; B. Réizov, *L'historiographie romantique française. 1815-1830* (Moscou, s.d.), chap. VII.

⁴⁴*L'Ancien Régime et la Révolution*, édition citée ci-dessus, à la note 15. Tocqueville ajoute: "Si elle n'eût pas eu lieu, le vieil édifice social n'en serait pas moins tombé partout, ici plus tôt, là plus tard; seulement il aurait continué à tomber pièce à pièce au lieu de s'effondrer tout à coup. La Révolution a achevé soudainement, par un effort convulsif et douloureux, sans transition, sans précaution, sans égards, ce qui se serait achevé peu à peu de soi-même, à la longue. Telle fut son oeuvre." (p. 96).

Etat grâce à l'alliance des masses populaires, sans l'appui desquelles l'acquit de 1789 eût été à jamais compromis. L'an II ne fut pas un "temps de détresse"⁴⁵ mais un moment de radicalisation nécessaire pour assurer la victoire sur la contre-révolution et la coalition, et donc le salut de la révolution bourgeoise.

IV

L'état actuel de l'historiographie de la Révolution française, les critiques dont l'interprétation sociale classique est l'objet, ne vont pas sans susciter quelques réflexions d'ordre méthodologique.

L'histoire de la Révolution, comme toute matière historique est structurée et donc pensable, scientifiquement connaissable comme toute autre réalité. Le but de l'historien est de parvenir sinon à des certitudes, du moins à des probabilités ou à des faisceaux de probabilités, ou mieux encore, comme disait Georges Lefebvre, à des lois tendancielle. Tocqueville n'écrit-il pas dans *L'Ancien Régime et la Révolution*: "Ce n'est pas par hasard que les aristocraties naissent et se maintiennent; elles sont soumises, comme tout le reste à des lois fixes et qu'il n'est peut-être pas impossible de découvrir."⁴⁶ Abandonner cette ligne constante de notre historiographie classique, se départir de cette exigence de rationalité, réintroduire dans l'histoire le contingent et l'irrationnel ne paraît pas constituer un progrès dans le métier d'historien, mais bien un recul et comme une capitulation.

Dans son souci de la rationalité de l'histoire, ici plus précisément du phénomène révolutionnaire, l'historien doit sans cesse aller de la recherche érudite à la réflexion critique. Il progresse entre deux écueils, dont il doit se garder: d'une part un schématisme passe-partout qui appauvrit et dessèche la riche matière historique; d'autre part un empirisme sommaire qui, au nom de la complexité du réel, ne considère et ne traite que chaque cas en particulier. S'agissant de la Révolution française, si l'historien entend comprendre et aboutir à une quelconque explication d'après les causes et les effets, force lui est de recourir à quelque théorie rattachant les idées aux besoins et aux pressions de la société.

De là encore la nécessité de définitions et l'exigence de conceptualisation: pensons aux discussions autour du mot *bourgeoisie*. L'histoire ne peut progresser qu'à la condition de s'appuyer sur des concepts de base clairement élaborés. Le rejet de cette nécessité aboutit en fait à remettre en cause l'histoire et particulièrement l'histoire sociale comme discipline explicative. Encore s'agirait-il de s'entendre sur ces concepts nécessaires et sur leurs définitions, modi-

⁴⁵F. Furet et D. Richet, *La Révolution*, ouvrage cité, p. 294.

⁴⁶Cité par G. Lefebvre, "Réflexions sur l'histoire," *La Pensée*, mai-juin 1955, p. 27.

fiables certes, et toujours perfectibles. Toute réflexion d'historien est sans cesse sollicitée par la théorie, et c'est par le biais de la conceptualisation et de la théorisation qu'il peut espérer dégager l'anatomie et la physiologie des sociétés et des révolutions.⁴⁷

S'agissant de la Révolution française et de la critique de l'interprétation sociale classique, nous sommes loin du compte. Les historiens qui rejettent cette interprétation ne sont plus capables d'avoir une vision globale du phénomène révolutionnaire et d'en donner une explication totale. La polémique porte essentiellement sur la nature et le rôle de l'aristocratie et de la bourgeoisie,⁴⁸ sur la nature et le rôle des masses urbaines. La paysannerie n'entre pas en jeu: elle comptait cependant au moins 20 millions d'âmes sur les 25 de l'ensemble du pays. La recherche érudite depuis Loutchisky et Lefebvre, et la réflexion critique ont pourtant bien montré l'importance de la question agraire et qu'elle occupe une "position axiale" dans la Révolution française. Or ce problème fondamental est parfaitement occulté par la critique révisionniste.

Force est de constater qu'il n'y a plus d'histoire totale de la Révolution, il n'y a que des histoires partielles qui découpent des secteurs particuliers et brisent ainsi les liens qui les unissent aux autres aspects de cette matière vivante et riche qu'est l'histoire.⁴⁹ Il ne s'agit certes pas de dire tout sur tout, mais de souligner en quoi le particulier dépend du tout (et réciproquement). Loin de nous l'idée de nier la nécessité des histoires partielles: elles peuvent elles aussi nous livrer la spécificité historique de leur objet, mais à condition de s'inscrire de façon nécessaire, au sein du tout historique. Nous constatons cependant bien souvent que ces histoires partielles se cantonnent peu à peu dans leur objet strict, pour ne plus déboucher que sur des remarques à usage interne: elles ont alors manqué leur but de réflexion véritablement historique. Comment écrire sur la noblesse dans la société d'Ancien Régime, sans poser en même temps dans toute son ampleur la question paysanne?⁵⁰ Tout problème particulier doit être pensé historiquement: on ne peut le détacher de son contexte historique pour en abstraire à des fins annexes et de plus en plus étrangères, certains aspects idéaux. La pratique de l'histoire partielle, sans vision globale, contient le germe d'une véritable adultération,

⁴⁷Voir A. Soboul, "Description et mesure en histoire sociale," *L'Histoire sociale. Sources et méthodes* (Paris, 1967), p. 9.

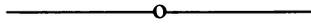
⁴⁸Le plus récent en date: C. Lucas, "Nobles, bourgeois and the origins of the French Revolution," *Past and Present*, no 60, août 1973.

⁴⁹Nous renvoyons ici aux réflexions de Hegel sur histoire générale et histoire spéciale (Cours de 1822 sur l'historiographie, *Introduction à la philosophie de l'histoire*).

⁵⁰Ainsi J. Meyer, *Noblesses et pouvoirs dans l'Europe d'Ancien Régime* (Paris, 1973).

elle est finalement vouée à l'abstraction stérile. C'est bien là que semble en être arrivé l'entreprise révisionniste de l'interprétation sociale classique de la Révolution française: quelle interprétation scientifique globale, Cobban et ses émules lui ont-ils substitué? Obéissant à des modes, passagères par définition, critiquant sans reconstruire, niant la rationalité du mouvement historique, ils n'ont fait qu'une histoire partielle, purement circonstancielle, par avance vieillie et déjà périmée.

“Pour retrouver la vie historique, écrit Michelet, il faudrait patiemment la suivre dans toutes ses voies, toutes ses formes, tous ses éléments. Mais il faudrait aussi, avec une passion plus grande encore, refaire, rétablir le jeu de tout celà, l'action réciproque de ces forces diverses dans un puissant mouvement qui deviendrait la vie même.”



The French Revolution has sometimes been described as a consequence of the Enlightenment, and thus as an event of ideological origin. However, there is another view which sees it as a social phenomenon, and thus as an event of economic origin. From Barnave during the Revolution through the liberal historians of the Restoration period to Guizot, Tocqueville, and Taine the Revolution was seen as a consequence of the emergence and rise of the bourgeoisie as a new class between the people and aristocracy. Jean Jaurès deepened the analysis by describing the Revolution as the result of a long economic and social evolution which made the bourgeoisie the master of both economic and political power. This view has been reinforced and extended by later scholars, such as Mathiez and Sagnac writing about the aristocratic reaction of the late 18th century, Lefebvre's work on the peasantry, and the studies of Rudé and Soboul of the popular urban masses.

This social interpretation of the Revolution was developed over a long period of time by men of different generations responding to the concerns of their generations, by scholars looking at diverse aspects of the Revolution yet arriving at similar conclusions about its overall character. Because of its constant recourse to systematic empirical research, its critical spirit, its effort at theoretical reflection, and its global vision of the Revolution, the social interpretation alone merits being considered as truly scientific.

The second section of the article is devoted to the offensives against the classic interpretation launched by English and American scholars during the 1950's, at the height of the Cold War. That was a period when the common traditions of the Atlantic alliance were being

exalted and when scholars were tracing them back into the 18th century. The American historian, R. R. Palmer, began the assault in 1954 by arguing that there had been an Atlantic or Western revolution in the late 18th century of which the French Revolution was only an episode. Palmer located the origin of this broader revolution in the revolt of the American colonists after the defeat of the French in 1763. The revolutionary wave passed over Switzerland, the Netherlands, and Ireland before reaching France between 1787 and 1789.

While this view properly suggests that neither the rise of the bourgeoisie nor the development of capitalism was exclusively French, it also deprives the French Revolution of its true significance. Putting it on the same level as the revolutions of Switzerland, the Netherlands, and Ireland depreciates its depth, the dramatic intensity of its social and political struggles, and the importance of the mutations for which it stands in French national history. Furthermore, on the Continent at least, the major social and political upheavals outside of France followed the Revolutionary wars and Napoleonic domination. Thus, the Western or Atlantic view of the French Revolution empties the Revolution of any specific content, whether economic (antifeudal and procapitalist), social (anti-aristocratic and bourgeois), or national (one and indivisible). It denies a half century of classic historiography from Jean Jaurès to Georges Lefebvre. However, after a long and admittedly fruitful debate, responding to the thawing of the Cold War as well as to scholarly argument, Palmer has moved to a position closer to the classic interpretation and to reality. In his most recent works he has stressed the antifeudal and bourgeois nature of the French Revolution and also the redefinition of property which came in its wake.

More dangerous to the classic view was the offensive launched in 1955 by the English historian, Alfred Cobban, who wished to reject the social interpretation of revolutions and of history itself. Cobban's work can be seen in the context of a defensive reaction on the part of the dominant class responding to the threats of democratic movements and to the example of the Russian revolution. In place of looking at classes and the class struggle, Cobban insisted on clarifying the use of certain concepts in historical analysis — specifically feudalism, bourgeoisie, and capitalism — and asked whether the French Revolution was antifeudal and anti-aristocratic, and whether it did or did not constitute a necessary transition towards bourgeois and capitalist society. Cobban developed the thesis that feudalism was dead long before the Revolution, that the Revolution was the work of a "revolutionary bourgeoisie" composed of office-holders rather than of capitalists, and that the Assemblies of the Revolutionary period changed little in social composition. For Cobban, the idea

of the Revolution as the replacement of one class by another in the dominant institutions of French society was only a myth.

Again, as in the debate about the Western or Atlantic interpretation, the debate about Cobban's views has clarified the dialogue, particularly about the use of words like feudalism. Obviously the word did not mean in 1789 what it had meant centuries earlier. It no longer implied infeudation and fief contracts. Still, certain feudal rights remained in force and were a source of constant tension between peasants and seigneurs. In order to gauge the importance of those feudal rights we need to look at them from two angles: first, in terms of the amount of total production they represented, which is to say how much of a burden they were to the peasants; and second, the proportion of the total revenue of the seigneurs produced by such rights. Research on Haute-Auvergne suggests that the feudal levy amounted to about one-fifth of the net product of the peasantry and about one-third of the revenue of the seigneurie. For both peasants and seigneurs such figures indicate that feudalism was more than a myth.

The argument that the revolutionary assemblies were dominated by the liberal professions and office-holders rather than by a capitalist bourgeoisie (only 13 percent of the Constituent Assembly) was extended further by Elizabeth Eisenstein and George V. Taylor. In an article on Lefebvre's use of the word bourgeois, Eisenstein called into question both the definition of the word and in effect the bourgeois nature of the Revolution. Taylor, distinguishing between a pure capitalist element and proprietary forms of wealth, asked whether the bourgeoisie of 1789, however defined, was economically opposed to other classes enjoying a different source of revenue. He replied in the negative. The vast majority of the bourgeois in 1789 possessed the same form of investment and socio-economic ideas as the aristocratic land-holding class. Like Cobban, Taylor concluded that the Revolution could not have been a struggle between classes embodying different forms of wealth and distinct economic interests. The opposition was purely juridical, not economic. Hence Taylor's conclusion that the Revolution was essentially a political event which led to social reforms, not a social revolution which led to political changes.

There is some truth in these arguments. To the roster of Revolutionary participants one should add the officers and intellectuals, both of whom played important progressive roles in the Revolution. However, while it is true that the bourgeoisie was diverse, multiple, it is also true that at bottom there was a certain commonality. Georges Lefebvre, P. Vilar, and Ernest Labrousse described that essential ingredient as deriving a living from profits. Surrounding the core of the bourgeois class, thus defined, were those who lived in a bourgeois

fashion. If it is true, however, that the intellectuals, officers, and members of the liberal professions, while they lived in a bourgeois fashion, were not themselves especially pro-capitalist, they nevertheless supported doctrines of liberty which broke the old corporations, suppressed the monopoly of the large commercial companies, and opened the way for independent small producers. Whatever their motives, these were the consequences of their views and actions. The essential fact is that the old system of production was destroyed and that the Revolution established the untrammelled freedom of enterprise and profit, thus opening the way for the development of a capitalist economy.

The third section of the article deals with a revived liberal interpretation of the Revolution. This view resurfaced in the 1960's in France and reflected the social and political conditions of France at that time. In particular, it reflected the desire of some historians to deny the realities of class in the hope of warding off the revolutionary impulse then emerging in France. The liberal view distinguishes between the intellectual revolution of the philosophes, which was aristocratic and bourgeois, and the violent and retrogressive popular revolution which later developed, without describing any necessary causal link between the two. Through this distinction the liberals could distinguish between a reformist path which was not taken and the revolutionary one which was. This view was first revived by Edgar Faure's book, *La Disgrace de Turgot (12 mai 1776)* (1961) and elaborated further by François Furet and Denis Richet in *La Révolution* (1965), a work which describes three separate revolutions with no necessary links between them and with contingent elements — chance, personalities — serving as the vital causal forces. The three revolutions were those of the Constituent Assembly fired by the grievances and advanced ideas of the day, the people of Paris concerned only with their immediate self interest, and the peasantry. Furet and Richet focus especially on the consciousness of the "elite" in the 1780's. However, as J. Meyer has pointed out, there was no unified elite in France and their discussion of this point is fruitless. What is one to make anyway of a discussion of the Revolutionary wars which locates their origin in something as vague as "the impassioned expansionism of France"? Furet and Richet reintroduce chance and irrationality into historical analysis, discard the view of the Revolution as a sequence of events with an internal historical necessity, and break fundamentally with the classic revolutionary historiography which ever since Barnave has insisted on just such an internal necessity.

The final section of the article deals with the nature of the historian's search for explanation. Historians should strive for statements of probability about the causes and connections of events. If

they resort to explanations stressing chance and irrational elements they deny their function. The historian proceeds by the constant interaction of empirical evidence and theories or conceptions of society and historical development. In considering an event like the French Revolution the historian must resort to some theory of society as part of this explanatory process — hence the need for clear definitions and conceptualizations. History can only progress if it rests on clearly elaborated basic concepts. So far as the French Revolution is concerned, those historians who reject the classic interpretation have not proven capable of providing a global vision of the revolutionary phenomenon and of giving it a total explanation. They deal with aspects of the Revolution and never put their subjects in a credible broader perspective, with the result that their scholarship is both abstract and sterile.